

Deux 11 septembre, un 7 octobre et les mêmes questions.

Commémorer, c'est aussi chercher à comprendre!

À l'occasion de la commémoration des 25 ans des attentats du 11 septembre 2001, une question revient dans les grands médias. « Que faisiez-vous ce jour-là ? » Où étiez-vous lorsque, à 8 h 46 min 40 s, le vol American Airlines 11 s'est écrasé contre la tour Nord du World Trade Center ? 25 plus tard, avons-nous pris assez de recul pour poser une d'autres questions, moins personnelles, plus historiques et peut-être plus dérangeantes. Qu'avons-nous réellement appris du 11 septembre 2001 ?

Ne reculons pas trop loin, arrêtons-nous le 11 septembre 1990, alors que la guerre froide touche à sa fin et que les États-Unis émergent comme seule superpuissance mondiale, le président George H. W. Bush prononce devant le Congrès son célèbre discours sur le « nouvel ordre mondial ».

Le contexte a profondément changé. Le mur de Berlin est tombé, l'Union soviétique s'effondre et les États-Unis occupent une position centrale dans le nouvel équilibre international. Quelques semaines auparavant, l'Irak de Saddam Hussein a envahi le Koweït.

Quelques mois plus tard, une vaste coalition internationale intervient militairement contre l'Irak. La guerre du Golfe de 1991 devient l'un des premiers grands symboles de cette nouvelle configuration internationale.

La libération du Koweït ne met cependant pas fin à la présence militaire américaine dans la région. Des forces américaines restent stationnées, notamment en Arabie saoudite. Des sanctions sévères sont imposées à l'Irak et des zones d'exclusion aérienne sont établies.

Pour une partie du monde arabe et musulman, cette présence américaine devient un puissant facteur de ressentiment. C'est dans ce contexte qu'il faut notamment comprendre l'hostilité exprimée par Oussama ben Laden envers les États-Unis. Après avoir combattu, aux côtés des forces soutenues par les États-Unis, le communisme en Afghanistan, Ben Laden se retourne progressivement contre son ancien allié et fait des États-Unis la cible de son hostilité.

Les attentats du 11 septembre constituent un crime de masse revendiqué par Al-Qaïda. Mais il n'est pas né de nulle part. Pour comprendre pourquoi cette organisation a désigné les États-Unis comme son principal ennemi, il faut regarder le contexte dans lequel elle s'est développée.

Ben Laden dénonçait notamment la présence militaire américaine en Arabie saoudite, les sanctions contre l'Irak et le soutien américain à Israël. Ces griefs ont été intégrés à une vision extrémiste et djihadiste du monde.

Entre 1990-1991 et 2001, une succession de décisions géopolitiques, d'interventions, de guerres, de rapports de domination et de ressentiments ont contribué à créer l'environnement dans lequel Al-Qaïda a prospéré.

Expliquer ce contexte ne revient en aucun cas à justifier les attentats du 11 septembre, les conséquences d'une telle violence sur plusieurs pays musulmans dont l'Irak et l'Afghanistan dépassent de loin les 4000 victimes de

World Trade Center. Néanmoins, une puissance doit aussi être capable de s'interroger sur les conséquences de ses propres actions. Ses propres violences.

25 ans après, la question ne devrait donc pas être uniquement « Pourquoi nous ont-ils attaqués ? » Elle devrait aussi être « Quel monde avons-nous contribué à construire avant le 11 septembre ? »

Après les attentats, Washington a répondu principalement par une attaque massive de puissance militaire. L'Afghanistan a été envahi. Puis, en 2003, l'Irak a été envahi alors que Saddam Hussein et son régime n'étaient nullement responsables des attentats du 11 septembre.

Depuis, l'Irak est profondément désorganisé et l'instabilité régionale a favorisé ensuite l'émergence de nouvelles organisations djihadistes, notamment l'État islamique. La question devient alors fondamentale, notamment à l'attention des grands médias, « Avons-nous cherché à comprendre les racines de la violence ou avons-nous seulement cherché à la punir ? ». Vaincre militairement un ennemi ne signifie pas nécessairement supprimer les conditions qui permettent à de nouveaux ennemis d'apparaître.

Le 11 septembre 2001 aurait pu être un moment de remise en question profonde. Il est devenu le point de départ d'une nouvelle ère de guerres. L'Afghanistan, puis l'Irak, ont montré les limites d'une réponse fondée principalement sur la force. Loin de mettre fin à la violence, ces guerres ont contribué à déstabiliser durablement des sociétés entières et à créer de nouveaux foyers de radicalisation. Avons-nous rendu justice aux victimes de World Trade Center ou avons-nous instrumentalisé leur mémoire à des fins de domination?

Puis est arrivé un autre 11 septembre, sous le nom du 7 octobre. Après l'attaque du Hamas, les attaques contre de civils israéliens et la prise d'otages, la population palestinienne de Gaza a subi une catastrophe humaine d'une ampleur historique. Au 27 juin 2026, selon le ministère de la Santé de Gaza, cité par l'ONU, 73 054 Palestiniens avaient été tués et 173 480 blessés depuis le début de la guerre. Parmi les victimes figurent plus de 21 000 enfants.

Ces chiffres ne résument pas à eux seuls l'ampleur de la catastrophe. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées, les infrastructures civiles ont été massivement détruites et l'accès à l'eau, aux soins, à la nourriture et au logement a été profondément bouleversé. C'est précisément ici que la question des leçons du 11 septembre rejoint celle de Gaza.

Entre le 11 septembre 2001 et le 7 octobre 2023, c'est une même logique de représailles, de vengeance et d'escalade de la violence qui semble se répéter, à vingt-deux ans d'intervalle. Aux attentats du 11 septembre, qui ont fait près de 3 000 morts, ont succédé des guerres menées au nom de la lutte contre le terrorisme, dont le coût humain s'est principalement fait sentir dans les sociétés musulmanes d'Afghanistan, d'Irak et d'ailleurs au Moyen-Orient. Une violence répondait à une autre, chaque camp justifiant la sienne par les crimes subis et par la nécessité d'y répondre.

Le 7 octobre 2023, cette mécanique s'est enclenchée à nouveau. L'attaque du Hamas, qui a fait environ 1 200 morts en Israël, principalement des civils, a été suivie d'une offensive israélienne d'une ampleur exceptionnelle dans la bande de Gaza, menée avec le soutien politique et militaire des États-Unis. Les bombardements, les déplacements forcés de population, la destruction massive des infrastructures civiles et l'ampleur des pertes humaines ont plongé la population palestinienne dans une catastrophe humanitaire majeure. Face à cette réalité, des organisations et institutions internationales ont employé le terme de « génocide », tandis que la qualification juridique de génocide demeure au cœur d'une procédure devant la Cour internationale de Justice.

Après le 11 septembre 2001, une grande partie du monde a accepté l'idée qu'une violence extrême pouvait être combattue par une violence militaire encore plus importante. La « guerre contre le terrorisme » a installé une logique dans laquelle la sécurité pouvait justifier des guerres prolongées, des occupations et des destructions massives.

25 ans plus tard, Gaza nous oblige à poser à nouveau la question. Peut-on construire durablement la sécurité sans s'attaquer aux conditions politiques qui nourrissent la violence ? Peut-on espérer mettre fin aux conflits lorsque le droit international semble appliqué différemment selon les peuples et les rapports de puissance ?

Le drame de Gaza rappelle peut-être une leçon que nous n'avons toujours pas suffisamment assimilée du 11 septembre 2001. La violence ne disparaît pas lorsqu'on refuse d'en examiner les racines. Elle se transmet, se transforme et finit par produire de nouvelles violences.

Dans toutes ces tragédies, les innocents paient le prix des décisions prises par d'autres.

Vingt-cinq ans après le 11 septembre, Gaza nous rappelle que la question reste entière. Avons-nous réellement compris que la sécurité des uns ne peut durablement être construite sur l'insécurité des autres ? Avons-nous compris que le droit international doit protéger toutes les vies avec la même exigence ?

On ne construit pas la paix en accumulant les victoires militaires, mais en supprimant les conditions qui rendent la violence possible. Et si nous refusons encore de l'apprendre, le risque n'est pas seulement de mal comprendre le passé. C'est de préparer les prochaines tragédies.

Mohamed Lotfi

11 septembre 2026

